



Journée de mobilisation

Samedi 5 décembre 2020

Contre les licenciements, le chômage, la précarité

Manifestation départementale

10h00 · Beauvais · Place de la cathédrale

Avec la crise sanitaire, la précarité et le chômage s'aggravent encore

La crise que nous traversons n'a rien d'une catastrophe naturelle : la seconde vague de l'épidémie était prévisible, il était possible d'en prévenir mieux les effets désastreux. Mais le gouvernement n'a fait preuve d'aucune anticipation ; il est par conséquent en grande partie responsable de l'ampleur actuelle de la crise.

Dans le secteur privé, les mécanismes de compensation mis en place à travers le chômage partiels sont certes utiles mais insuffisants. Ils ne peuvent cacher les licenciements massifs et d'opportunité des grands groupes, tandis qu'on leur verse subventions et aides de toutes natures sans conditionnalité ni contrepartie.

Parallèlement, alors que les services publics sont incontournables pour lutter contre la crise et réduire les inégalités, pas un centime du "plan de relance" n'est consacré à leur renforcement !

Le gouvernement et les grands patrons profitent de la crise pour faire passer toujours plus de mesures libérales

- Les entreprises utilisent le coronavirus comme prétexte pour licencier et poursuivre leur course aux profits ! Pas un jour ne se passe sans que l'on entende parler d'un nouveau plan de licenciements, venant s'ajouter au million d'emplois déjà détruits.
- Ils ne reviennent pas sur la casse de l'**Hôpital Public** : nous revendiquons de toute urgence l'ouverture de lits de réanimation en nombre suffisants, la création de 400.000 emplois pérennes supplémentaires (y compris dans le médico-social et l'action sociale) et une revalorisation bien plus conséquente des salaires des soignant-es et de ces personnels (y compris des étudiant-es en santé réquisitionnés-es).

- Même chose dans l'**Éducation Nationale**, où l'enjeu pédagogique et la sécurité sanitaire passent loin derrière la volonté de continuité de l'économie : aujourd'hui de nombreux précaires sont recruté·es pour remplacer les enseignant·es, AESH, surveillant·es, personnels malades ou placé·es en isolement. Ce sont des recrutements pérennes de personnels formé·es qui sont nécessaires pour assurer l'éducation des jeunes et leur sécurité ! Nous revendiquons tous les moyens nécessaires pour que les élèves, les enseignant·es et l'ensemble des personnels soient protégé·es et puissent faire cours en présentiel, et dans des conditions matérielles et morales satisfaisantes.
- Pire encore avec les récentes annonces sur l'avenir de l'**Éducation Prioritaire** : supprimer les REP, c'est construire la future précarité d'une grande partie de la jeunesse.
- Le gouvernement profite de la crise pour rédiger le décret qui supprime les instances relatives à la santé et la sécurité des agent·es en fusionnant les Comités Technique et les Comités d'hygiène Sécurité et Conditions de travail en Comité Social Territoriale. Ce qui fait faire un bond en arrière de près de 10 ans .
- Même chose dans les collectivités territoriales que ce soit dans les communes pour les écoles ou comme au **Conseil Départemental de l'Oise** : les protocoles sanitaires dans les collèges sont impossibles à mettre en œuvre par manque de moyens, saturation des espaces et des classes, par manque de personnel d'entretien et de restauration : mais le CD60 n'a procédé à aucun recrutement pour faire face à la crise et ne remplace que les agent·es titulaires par des contractuel·les.

Ils espèrent étouffer la contestation par des mesures liberticides

Car si pendant la crise le travail continue, la casse des acquis sociaux s'accélère que ce soit dans la Fonction publique ou dans le privé ,la possibilité réelle de se défendre syndicalement, la liberté de manifester, de se rassembler, de contester doivent aussi être garanties à celles et ceux qui expriment leurs opinions ! Les mesures liberticides doivent cesser : halte aux violences policières ! Retrait de la loi dite de "Sécurité Globale" !

Lutter contre le COVID, c'est lutter contre ce gouvernement !
Nous voulons un plan d'urgence pour sauver les emplois des salarié·es
du privé et pour les Services Publics, pour l'Hôpital et l'Éducation !

Manifestation départementale
SAMEDI 5 DÉCEMBRE 2020 à 10h00,
Place de la Cathédrale à Beauvais